



**Commission :** Conseil de sécurité historique

**Sujet :** 1990 : comment accompagner les transitions démocratiques au sortir de la Guerre froide ?

**Membres de l'État-Majeur :** Mia BUCK, Alexandra STRUTSIUK

**Position :** Présidentes

---

## Introduction

Nous sommes le 1<sup>er</sup> janvier 1990, nous sortons d'une année au cours de laquelle d'incroyables bouleversements se sont produits et qui semblent avoir définitivement modifié le cours de l'histoire. La communauté internationale doit-elle rester spectatrice de ces événements synonymes de libération, mais aussi de chaos potentiel, ou doit-elle les accompagner pour éviter une déstabilisation généralisée dont les effets incontrôlables pourraient être dévastateurs ?

Le recul des régimes autoritaires et le retour de la démocratie sur tous les continents commencent toujours plus ou moins par un processus de délégitimation des pouvoirs en place. Ces derniers s'affaiblissent dès la mort des dirigeants de régimes totalitaires tels que Staline (1953) ou Mao Zedong (1976). Le vide qu'ils laissent après eux est propice non seulement à un changement progressif du système politique mais aussi à un renouveau culturel. Mais, en ce qui concerne cette année 1989, le tournant majeur a été l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en Union soviétique en 1985 et le lancement de la *glasnost* et de la *perestroïka*. Les effets de ces politiques ont surpris beaucoup de monde : la boîte de Pandore est ouverte non seulement en URSS, mais dans tout le monde communiste et au-delà : le combat pour la liberté n'a désormais plus de limites.

Ces régimes s'écroulent peu à peu face à la pression exercée par les médias, la jeunesse et plus généralement les peuples avides de changements, bien au-delà des seuls régimes communistes. Les manifestations et la vague contestataire se propagent d'un pays autoritaire à l'autre. Le renouveau et la possibilité de faire entendre sa voix favorise la contestation et la mobilisation des masses pour la défense de la liberté et de la souveraineté du peuple.

Les *Montagsdemonstrationen* (ou manifestations du lundi) en Allemagne de l'Est, initiés comme souvent par un mouvement étudiant, ont été emblématiques de cette détermination des peuples à imposer le changement à leurs dirigeants. Ces rassemblements pacifiques, organisés dans toutes les villes de la RDA (Allemagne de l'Est communiste), avaient en effet pour but de démocratiser et de réorganiser pacifiquement le système politique modelé par le parti communiste depuis son arrivée au pouvoir en 1949. Ces manifestations non violentes, d'où sortaient le cri « Nous sommes le peuple ! », ont abouti à la chute du Mur de Berlin dans la nuit du 9-10 novembre 1989. Ces événements en RDA ont été précédés par une transition plus douce en Pologne, avec les premières élections libres dès le mois de juin, et en Hongrie, premier pays à ouvrir dès l'été une brèche dans le Rideau de fer, et ont été suivis par la « Révolution de Velours » en Tchécoslovaquie, et la chute du régime de Ceausescu en Roumanie, dans des circonstances beaucoup plus violentes et tragiques. A l'heure qu'il est, le Parti communiste bulgare est en pleine remise en cause, et seule l'Albanie communiste semble épargnée pour l'instant par ce vent de changement qui a conduit à la fin du communisme en Europe.

Cependant, ces bouleversements ne touchent pas seulement le continent européen : le rapprochement entre l'URSS de Gorbatchev et les États-Unis envoie un signe clair que la Guerre froide est désormais terminée. Tandis que Gorbatchev ne soutient plus les vieux dirigeants des partis frères dans les démocraties populaires, les Américains n'ont plus besoin de soutenir des dictatures pour faire barrage aux guérillas révolutionnaires et aux partis de gauche.

En Amérique latine, les forces démocratiques font entendre leurs voix, souvent avec succès comme au Chili où le général Pinochet, longtemps soutenu par les États-Unis, a perdu le référendum du 5 octobre 1988. En Afrique, la contestation populaire ébranle le pouvoir des dictateurs, comme au Zaïre (ex-Congo belge) ; et en Afrique du Sud, qui fait face à un boycott international pour protester contre le régime d'apartheid imposé à la majorité noire, on entend dire que Nelson Mandela serait bientôt libéré, et l'ANC, son parti, bientôt légalisé.

Enfin en Asie, la situation est plus contrastée. Taiwan et la Corée du Sud, deux pays alliés des États-Unis, avec des régimes longtemps autoritaires, sont en train d'évoluer vers le multipartisme. Mais en Chine communiste, ou République populaire de Chine, les manifestations sur la place Tiananmen ont dégénéré en véritable massacre en juin dernier : les étudiants qui, suite à la mort du dernier dirigeant favorable aux réformes, occupaient la place pour réclamer des réformes politiques et la démocratie, et pour dénoncer la corruption de la RPC, ont été réprimés par l'armée à Beijing et dans les autres grandes villes chinoises. Sur la place Tiananmen, la répression a fait au moins 1 400 morts et plus de 10 000 blessés en un week-end, devenant le symbole international du combat parfois tragique pour la liberté et la démocratie.

Ainsi, la période turbulente que nous vivons, ce combat virulent pour l'affirmation de la souveraineté populaire, nous poussent à soulever certaines questions sur ce qui pourrait advenir dans un futur proche : que va-t-il se passer maintenant dans ces pays en pleine ébullition ? Y a-t-il un risque que ces mouvements populaires dégénèrent en guerre civile, voire provoquent des conflits avec les pays voisins ? Comment la communauté internationale peut-elle accompagner ces changements pour qu'ils prennent une tournure pacifique ? Jusqu'à quel point peut-on tolérer un certain degré de violence dans ce contexte révolutionnaire ? Comment s'assurer que ces jeunes démocraties réussissent leur transition vers des économies stables et prospères et des systèmes politiques fondés sur la pluralité des opinions ?

La tâche est la vôtre, cher.es délégué.e.s du Conseil de sécurité, d'en discuter et d'en décider. Dans cette situation de crise démocratique, le futur du monde dépendra de vos choix. Quel devrait être le prix de la paix et de la liberté ?



*La chute du Mur de Berlin, novembre 1989*

## Sommaire

### I. Quelques cas emblématiques des bouleversements politiques en cours

- ★ La Roumanie
- ★ Le Zaïre
- ★ Le Chili
- ★ La Yougoslavie

### II. Quels grands enjeux de la transition démocratique ?

- ★ Les risques de la transition vers la démocratie et l'économie de marché
- ★ Faut-il mettre en place une justice transitionnelle ?
- ★ De la libération du peuple à la confrontation des peuples

Conclusion : quel rôle de l'ONU ?



# I. Quelques cas emblématiques des bouleversements politiques en cours

## La Roumanie

A peine un mois après les événements de décembre 1989, nous avons tous en tête les images choquantes de la chute violente du régime de Ceausescu.

Tout commence le 16 décembre dans une ville de l'ouest du pays, Timisoara, lorsque le pouvoir cherche à se débarrasser d'un pasteur protestant issu de la minorité hongroise. La population se mobilise et crée une chaîne humaine. La *Securitate*, la police politique, intervient, tire sur la foule : il y a des dizaines de morts. Quelques jours plus tard, le 21 décembre, alors que les pouvoirs communistes sont déjà tombés dans la plupart des pays de l'Est, la contestation touche Bucarest, la capitale. C'est la confusion : là aussi, on tire sur la foule, avant que finalement l'armée rejoigne les manifestants et assure le succès de la révolution. Le couple Ceausescu est arrêté. Le 25 décembre, un tribunal populaire auto-proclamé organise une parodie de procès pour juger le couple présidentiel. Après seulement 55 minutes d'une audience secrète, Nicolae et Elena sont déclarés coupables de génocide, puis exécutés. Les télévisions du monde diffusent les images de leurs corps inertes. Le 23, déjà, elles avaient montré des cadavres de Roumains supposés avoir été tués à Timisoara quelques jours avant. Ces images s'avèreront être en fait une manipulation. Bilan de la révolution : 1100 morts, 3300 blessés.



*Manifestants assis sur un tank, le 22 décembre 1989*



*Dans les rues de Bucarest le 24 décembre 1989, les manifestants évitent des tirs croisés entre les troupes pro-Ceausescu et anti-régime*

Désormais, c'est le Front du salut national qui dirige le pays. Quant aux communistes, il semble s'être totalement évaporés. En fait, on s'aperçoit très vite que ce sont eux qui peuplent les organes du nouveau pouvoir, à commencer par Ion Iliescu, artisan de l'élimination de Ceausescu, et nouvel homme fort du pays. Ce qui a commencé comme une véritable révolution populaire, a ensuite été confisqué par d'anciens apparatchiks qui ont en fait organisé une sorte de coup d'État pour conserver le pouvoir.



*Des Roumains célèbrent leur victoire, le 22 décembre 1989, levant les drapeaux troués, symbole de la révolte contre le régime communiste*

Dans ce contexte, que peut-on espérer du nouveau pouvoir ? La première question est de savoir comment seront organisées les prochaines élections. Les médias seront-ils vraiment libres, en particulier la télévision d'Etat ? On assiste déjà à des campagnes de désinformation dirigées contre les opposants au nouveau pouvoir. Et il semblerait que d'anciens fonctionnaires de la Securitate aient repris du service auprès du nouveau gouvernement. Dans ces conditions, bien que le pluralisme politique ait été rétabli, a-t-on la garantie que les élections seront équitables ?

Par ailleurs, que vont devenir les entreprises d'Etat ? Vont-elles être privatisées, et selon quelles modalités ? Quelle garantie de transparence auront les citoyens ? Comment s'assurer que l'ancienne nomenklatura ne profite pas de cette période troublée pour s'accaparer les richesses du pays ?

Enfin, la fin de la dictature communiste peut-elle représenter une opportunité pour la minorité Magyar (= hongroise) de réclamer la reconnaissance de son identité culturelle, voire le rattachement de la Transylvanie à la Hongrie ? Et le nouveau pouvoir en profitera-t-il pour instrumentaliser la question nationale en transformant cette minorité en nouveau bouc-émissaire ?

## **Le Zaïre**

Au Zaïre, le président Mobutu règne en maître absolu depuis son coup d'État militaire de 1965, écrasant toute forme d'opposition, faisant par exemple 500 000 morts lorsqu'il prend le pouvoir dans le contexte insurrectionnel où des rébellions révolutionnaires touchent tout le pays. Cinq ans auparavant, soutenu par Washington, qui craignait que le jeune État émancipé de la tutelle belge s'allie avec l'Union soviétique, Mobutu avait fait assassiner Patrice Lumumba, le père de l'indépendance congolaise. Tout espoir démocratique promis par la jeune Première République du Congo est rejeté par le gouvernement de Mobutu, pour qui celle-ci est synonyme de « chaos, désordre, négligence, et incompetence ». En 1967, il met en place une nouvelle constitution basculant le pays dans un système à parti unique autoritaire avec un président chef de l'État, des armées, de la police, chargé des affaires étrangères, nommant tous les hommes au sommet de l'État, y compris ceux de la Cour suprême. Une nouvelle monnaie, des nouveaux symboles du régime et une politique nationale autoritaire de « l'Authenticité » sont mis en place. Cette politique de plus en plus autocratique cherche à purger le pays des influences coloniales et unir le peuple derrière une identité commune à l'idéologie du parti unique, obligeant les citoyens à africaniser leurs noms et à abandonner toutes coutumes non africaines.

Son pouvoir est pourtant de plus en plus contesté, non seulement par la communauté internationale au vue des violations des droits de l'homme et corruption gouvernementale, mais aussi par la contestation interne de la jeunesse étudiante. L'agitation des étudiants est aussi liée aux problèmes économiques du Zaïre et à l'augmentation de la misère, alors même qu'une petite élite s'accapare les richesses du pays. Ils bénéficient du soutien populaire, et, face à la contestation, le chef d'État a dû promettre une démocratisation partielle de la vie publique.

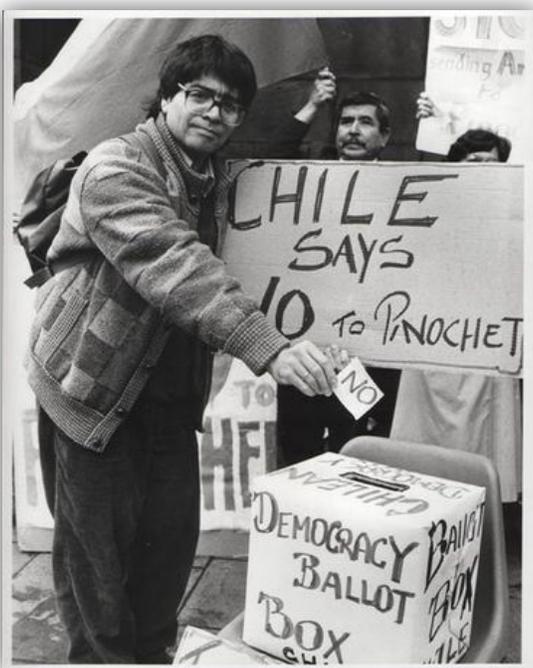
En février 1989, d'importantes émeutes estudiantines éclatent à Kinshasa, la capitale, motivées par l'augmentation des coûts de transport et par l'insuffisance des bourses d'études. Le mouvement est durement réprimé, et huit étudiants sont tués par les forces de l'ordre. Après la découverte du corps d'un des leurs, les étudiants de Lubumbashi manifestent et sont à leur tour durement réprimés. On relève de nombreux morts et blessés. Par la suite, le pouvoir opère de nombreuses arrestations dans les milieux étudiants. En ce début d'année 1990, l'agitation a repris, et le pouvoir semble enfin vouloir engager le dialogue...

## Le Chili

En 1988, le général Augusto Pinochet est depuis 15 ans au pouvoir au Chili, depuis son coup d'État du 11 septembre 1973 avec le soutien de la CIA, et le renversement du président socialiste Salvador Allende, démocratiquement élu trois ans auparavant.

Au début des années 1980, il a déjà dû faire face au mécontentement populaire : ruinées par la crise économique, les Chiliens manifestent dans les rues de Santiago le 15 décembre 1982 aux cris de « Pain, travail, justice et liberté ! ». Les manifestations (*protestas*) se multiplient par la suite, avec leur lot de morts dû à la répression. Pinochet finit par lâcher du lest et promettre en 1984 un référendum sur une réforme constitutionnelle afin de « poser les bases d'un rétablissement de la démocratie au Chili ». Après reculs et avancées, il est finalement fixé au 5 octobre 1988. Les partis politiques, de nouveau légalisés, doivent se faire enregistrer et reconnaître ainsi les lois de la dictature militaire, ce que finalement la plupart choisissent de faire. 13 formations d'opposition appellent à participer au référendum et à voter *No*. Et c'est le non qui l'emporte avec 56 % des suffrages exprimés.

La défaite de Pinochet ouvre une période de transition. Des élections pour le Congrès et la présidence de la république furent organisées en 1989. Une nouvelle loi constitutionnelle est approuvée par référendum plébiscitaire le 30 juillet 1989. Elle donne au pluralisme politique une valeur constitutionnelle (sauf pour les formations dites terroristes et antidémocratiques), renforce les droits constitutionnels et les principes démocratiques, encadre le recours à l'état d'urgence et révisé les compétences des tribunaux militaires. En décembre, les élections présidentielles aboutissent à la victoire de Patricio Aylwin, membre de la démocratie chrétienne et candidat unique de l'opposition, qui prend alors la succession de Pinochet qui reste commandant en chef de l'armée de terre. Des centaines de milliers de personnes convergent en chantant vers le centre de Santiago pour une nuit de délire. Reste le cas des milliers de morts et disparus de la dictature : quelle justice, quelle réparation la nouvelle démocratie va-t-elle apporter à ces victimes de ces années noires ?



La Victoire du NO, en octobre 1988

## La Yougoslavie

Le 4 mai 1980, le maréchal Tito, président de la Yougoslavie communiste depuis sa création au sortir de la Seconde Guerre mondiale, meurt à 88 ans. Celui qui avait refusé la tutelle de l'Union soviétique et qui était parvenue à garder fédérée une mosaïque de peuples et religions laisse derrière lui un grand vide : la Fédération yougoslave va-t-elle survivre à sa disparition ?

La République fédérale socialiste de Yougoslavie a été formée après la guerre, avec Josip Broz Tito à sa tête. Elle faisait suite à la Yougoslavie monarchiste (1929-1945), fondée par Alexandre I<sup>er</sup>, où la majorité des fonctions importantes étaient réservés aux Serbes, la police notamment étant entièrement serbe. Avant, et surtout pendant la guerre, deux mouvements d'opposition se forment et combattent l'occupation nazie : les *tchetniks* (nationalistes serbes) et les partisans du chef communiste croate Tito. Un mouvement indépendantiste croate, les Oustachis, s'allie à l'occupant nazi pour combattre la Résistance communiste et persécuter les Serbes, les Juifs et autres nationalités du pays.

Les communistes de Tito remportent finalement la victoire, ce qui donne naissance à une Fédération yougoslave entre six Républiques, en principe toutes sur le même pied d'égalité : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine. Elle inclut aussi les provinces autonomes du Kosovo et de la Voïvodine, au sein de la Serbie. Malgré le rôle dirigeant du parti unique communiste, le pays développe un système d'autogestion et accorde aux Républiques une autonomie considérable. Bien que le pays ait connu une forte croissance économique, accompagnée d'une industrialisation et d'une urbanisation accélérée, les inégalités socio-économiques se sont creusées constamment entre les républiques du nord, plus prospères, et celles du sud, moins développées. A partir des années 1970, les médias attisent les haines entre voisins. Dès lors, le nationalisme se développe, et les républiques se replient dans le « chacun-pour-soi ». Quand Tito meurt en 1980, la Yougoslavie fait face à un échec du socialisme autogestionnaire et une détérioration de l'économie (le pays a une dette extérieure de 20 milliards de dollars). Cette crise ne fait que contribuer à la résurgence des conflits interethniques.

Même si la Yougoslavie se présente comme une République unifiée (Yougo-slavie = « pays des slaves du Sud »), elle est en fait une mosaïque ethnique, culturelle et religieuse : au nord-ouest, les Slovènes et les Croates ; puis au centre les Serbes, et la Bosnie-Herzégovine, partagée entre Bosno-Musulmans (48%), Serbes (37%) et Croates (13%) ; au sud-est les Monténégrins, les Albanais et les Macédoniens ; sans oublier une minorité hongroise à la frontière avec la Hongrie, et une minorité bulgare à celle de la Bulgarie. La Croatie, qui est catholique, comporte une minorité serbe orthodoxe, tandis que la Serbie, qui est orthodoxe, comporte des minorités musulmanes et catholiques. Ainsi, la Yougoslavie est composée d'une multitude de cultures, de nationalités et de religions, et les tensions augmentent avec le retour des nationalismes. Par exemple, dès 1981, les Albanais du Kosovo réclament leur indépendance.





En retour, ces revendications nourrissent le nationalisme serbe, dont un des textes fondateurs est le mémoire sur « l'expulsion des Albanais » du Kosovo présenté au gouvernement yougoslave le 7 mars 1937 par l'historien et académicien Vaso Čubrilović, ancien complice des auteurs de l'attentat contre l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche en 1914, et plus tard un membre influent de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Son idée principale était que « seule la pureté ethnique peut assurer la paix et le progrès de la Yougoslavie démocratique et fédérée (...) pour rendre notre État ethniquement le nôtre ». Il explique dans son article que le coin albanais (qu'on peut voire au Sud de la Serbie) empêche « des solides liens culturels, éducatifs et économiques entre nos terres [terres yougoslaves] du nord et du sud ». Čubrilović continue en préconisant « l'élimination des minorités » et dit que « les Allemands, les Hongrois, les Albanais, les Italiens et les Tsiganes méritent tous, par principe, de perdre tous leurs droits civiques ». Ceci devra se passer par la civiques ». Cet objectif devrait être atteint par la « force brutale d'un pouvoir d'État organisé ». L'auteur explique comment se débarrasser des Albanais du sud de la Serbie ; en faisant « de la propagande en faveur du transfert », en exploitant « les lois à fond, de manière à rendre aux Albanais le séjour insupportable chez [eux] ; amendes, emprisonnements, application rigoureuse de toutes les dispositions de police, [...] », « en persécutant les prêtres, en dévastant les cimetières, en interdisant la polygamie » et en mettant « le feu en cachette à des villages et à des quartiers de villes albanaises ».

Or, après la mort de Tito, le nationalisme serbe resurgit : en 1986, un document est publié, *Le Mémoire de l'Académie serbe des sciences et des arts*, qui critique la politique du régime titiste et la juge anti-serbe. Le texte invite les Serbes à reconquérir leur souveraineté nationale et met en avant les intérêts du peuple serbe. Il souligne l'importance de reprendre le contrôle sur les provinces autonomes de la Serbie, Voïvodine au nord, Kosovo au sud, peuplée pour la première de Hongrois, et pour le second d'Albanais). Cette résurgence du nationalisme serbe est incarnée par un homme, Slobodan Milošević, dirigeant communiste, qui promeut la vision d'une « Grande Serbie » étendue aux minorités serbes en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine, et dont l'objectif est de faire de la Yougoslavie le grand pays des Serbes. En 1989, il devient président de la Serbie et est donc capable de faire adopter une révision de la Constitution de la république de Serbie qui fait perdre leur autonomie aux deux provinces autonomes de Serbie, le Kosovo et la Voïvodine, ce qui ne fait qu'attiser les tensions avec les Albanais indépendantiste du Kosovo. Le 28 juin 1989, dans un geste d'une grande provocation, il se rend au Kosovo pour commémorer le 600<sup>e</sup> anniversaire de la bataille des Merles, défaite héroïque des Serbes face aux armées ottomanes en 1389, fait un discours devant près d'un million de ses partisans (photo ci-contre), promet « que de nouvelles batailles attendent les Serbes » et garantit « le droit des Serbes à vivre réunis entre eux dans un seul État ». Or, en dehors de la Serbie, les Serbes sont aussi nombreux en Bosnie et en Croatie...

Le communisme, internationaliste par essence, avait gelé les aspirations nationalistes des peuples de Yougoslavie. La fin du communisme libère les passions tristes et annonce peut-être la fin prochaine de la Fédération yougoslave.



## II. Quels grands enjeux de la transition démocratique ?

### Les risques de la transition vers la démocratie et l'économie de marché

Passer d'un régime autoritaire ou dictatorial à une démocratie peut sembler simple : il suffirait de rétablir les libertés fondamentales, la liberté de la presse et des médias en particulier, le pluralisme politique, en laissant se créer de nouveaux partis et organisations, définir de nouvelles règles, avec in fine l'adoption d'une nouvelle constitution, organiser de nouvelles élections, garantir l'équilibre des pouvoirs et l'indépendance de la justice, bref construire ce qu'on appelle un État de droit.

Or, il existe beaucoup d'obstacles à une transition complète et réussie. En amont d'abord, les anciens pouvoirs cherchent parfois à organiser leur perpétuation sous une autre forme, ou à tout le moins leur impunité (voir plus bas, sur la justice transitionnelle). On a vu le cas de la Roumanie et de la confiscation de la révolution par d'anciens apparatchiks, comme Ion Iliescu : on fait du couple Ceausescu les boucs-émissaires de la « révolution roumaine », révolution qui avec le recul ressemble aussi à un coup d'État ; on crée le Front du salut national (FSN), paravent pour la reconversion des anciens membres du Parti communiste en « démocrates » ; on rétablit le pluralisme, mais la création d'une myriade de petits partis sans identité claire et sans expérience crée davantage de confusion et conforte la crédibilité du FSN ; on prône une « démocratie originale » où c'est la continuité qui est valorisée, le refus de toute épuration des cadres de l'administration, et donc la préservation de l'ancienne bureaucratie, y compris de la *Securitate*, la police politique de triste mémoire.

Au Chili, nous avons vu que l'opposition a négocié avec la junte militaire une forme de transition pacifique mais sous tutelle du régime, sans remise en cause de la légitimité de l'héritage dictatorial. Ainsi, malgré la victoire du NO au référendum, puis celle à l'élection présidentielle, les nouveaux dirigeants sont confrontés au verrouillage du système politique qui protège les auteurs militaires d'exactions commises entre 1973 et 1989 et, avant son départ, le général Pinochet nomme neuf nouveaux juges à la Cour suprême, soit la majorité. Lui-même reste d'ailleurs commandant en chef de l'armée. Le nouveau gouvernement doit faire avec les 30 000 fonctionnaires nommés sous la dictature, mais aussi avec un mode de scrutin pour les élections particulièrement biaisé et qui avantage la droite au parlement, grâce notamment à un découpage électoral favorable aux zones rurales plus conservatrices.

La question de la transition se complique lorsqu'il s'agit de sortir du communisme, c'est-à-dire non seulement d'un régime dictatorial à parti unique, mais aussi d'une économie planifiée et étatisée où l'appareil productif est largement entre les mains de l'État. Le retour à la liberté économique suppose de faire émerger des entrepreneurs et un esprit d'entreprise dans des pays qui ont perdu leur tradition entrepreneuriale et qui doivent recréer une économie ouverte et concurrentielle. Pour ce faire, il faut notamment privatiser les entreprises d'État, et le faire en toute transparence, édicter de nouvelles règles en matière de droit des entreprises, de droit de la concurrence, de droits sociaux, etc. Cette transition vers le capitalisme et une économie de marché est délicate, car d'un côté il faut éviter d'exposer trop rapidement les acteurs économiques locaux à une concurrence face à laquelle ils ne sont pas assez armés ; et de l'autre il faut garantir que cette transition, qui s'accompagne d'un gigantesque transfert de richesses, ne se fasse au profit de quelques-uns, en particulier des anciens détenteurs du pouvoir.

Dans le cas de la Roumanie, dans un premier temps l'économie est restée majoritairement détenue par des capitaux d'État et soutenue par des subventions publiques, ce qui a permis de protéger les ouvriers et salariés des entreprises d'État, contrairement à d'autres pays ou régions, comme l'ex-Allemagne de l'Est, mais aussi la Russie, où le passage à une économie plus concurrentielle s'est accompagné de nombreuses faillites d'anciennes entreprises d'État peu dynamiques, et ainsi d'une forte montée du chômage. Le résultat est que, pendant les premières années, les ouvriers sont restés la base électorale du pouvoir. Comment assurer une certaine protection sociale des citoyens dans des pays relativement pauvres et où le réflexe est plutôt de s'éloigner du modèle socialisant.

D'autres pays ex-communistes, comme la RDA, ou la Hongrie (mieux préparée de par son histoire à cette transition) ont choisi l'économie de marché sociale comme modèle de transformation et de développement, modèle qui consistait à corriger les excès du libéralisme.

Mais l'enjeu le plus délicat est celui des privatisations, c'est-à-dire la vente d'entreprises publiques à des investisseurs privés : le risque est celui d'une auto-privatisation, lorsque les membres de l'ancienne *nomenklatura* (l'élite au pouvoir dans les pays communistes), les anciens managers de ces entreprises notamment, sont en position de devenir propriétaire des entreprises privatisées, devenant ainsi la nouvelle classe capitaliste. On voit déjà se profiler cette tendance dans un pays comme la Roumanie, dérive qui s'accompagne souvent de phénomènes de corruption et de malversations...

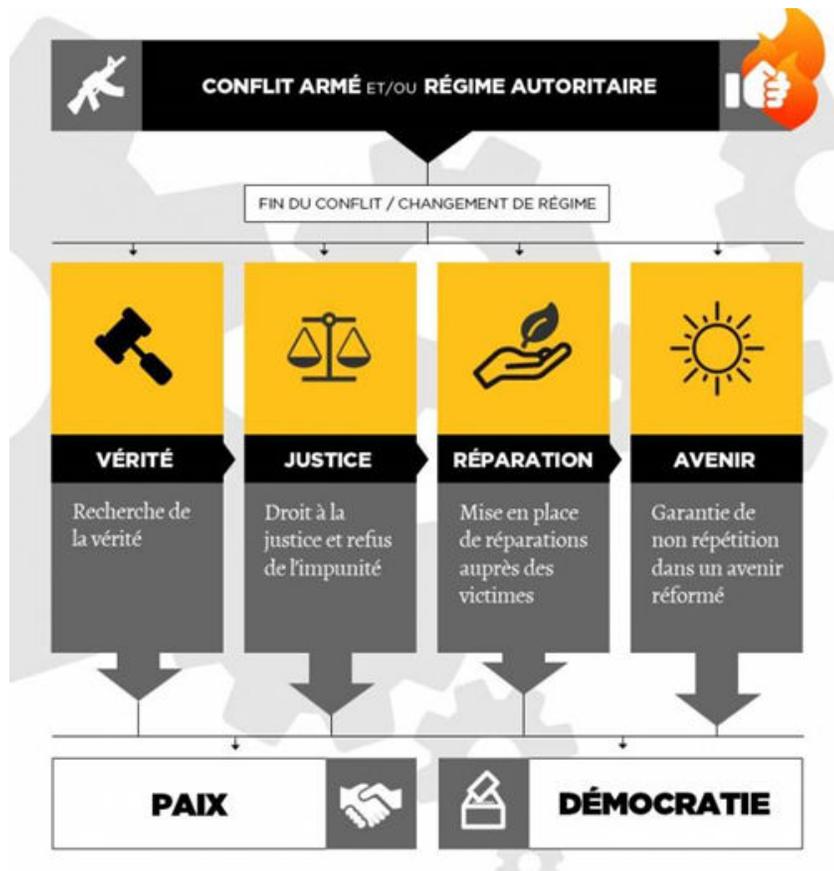
Mais dans les pays capitalistes, la transition économique n'est pas toujours simple non plus. Ainsi, en Afrique du Sud, la fin de l'apartheid et la démocratisation devraient s'accompagner d'une libération économique : est-il juste que la minorité blanche conserve son emprise sur l'économie en échange d'un changement de régime pacifique, et que les noirs vivent majoritairement sous le seuil de pauvreté ?

## Faut-il mettre en place une justice transitionnelle ?

La justice transitionnelle est un outil de règlement des conflits dans le cadre d'une transition politique vers la démocratie. Elle a pour but principal de faire face au passé et aux crimes commis dans un pays de manière à ce que la société enfin pacifiée digère son passé traumatique et puisse se tourner résolument vers l'avenir. Cette approche est particulièrement adaptée dans le cas de pays qui sortent d'une guerre ou d'une dictature, comme c'est le cas actuellement dans beaucoup de pays à travers le monde. Si les droits de l'homme ont été bafoués, il est indispensable que les victimes soient reconnues en tant que tel, d'une manière ou d'une autre, y compris par des décisions judiciaires. Une justice transitionnelle réussie doit toutefois trouver le bon équilibre entre la justice et la paix sociale, dans la mesure où le retour sur le passé peut faire réapparaître d'anciennes fractures et approfondir le fossé entre certaines catégories de la population. La reconnaissance des crimes passés par les responsables eux-mêmes peut être un substitut à des procès longs et imprévisibles, en particulier pour les échelons inférieurs dans l'exécution des ordres donnés par les décideurs au sommet. Quatre types d'actions peuvent être distingués.

### Le droit à la justice

Tout d'abord, des procès permettent de juger les responsables d'atteintes aux droits humains et de les sanctionner. L'objectif est aussi de mettre en place un État de droit, en tout premier lieu le droit à la justice pour les victimes. Cela permet de restaurer la relation entre l'État et les citoyens, surtout lorsque l'appareil d'État a été très impliqué dans la répression et les violations des droits humains, à travers notamment le rôle de la police et de l'armée. La question s'est posée par exemple avec le cas de la Stasi, la police politique est-allemande, et les très nombreux collaborateurs qui espionnaient et dénonçaient leurs concitoyens. Pour réconcilier les Est-Allemands si la vérité n'est pas révélée et les coupables jugés ?



Le gouvernement peut aussi choisir de promulguer des lois d'amnistie, qui permettent d'arrêter toute poursuite judiciaire à l'encontre des anciens responsables accusés de crimes. C'est alors une façon de privilégier la réconciliation par rapport à la justice, comme l'a illustré le cas des accords d'Evian à la fin de la guerre d'Algérie qui prévoyait l'amnistie des nombreux crimes commis pendant cette guerre, ou encore, très récemment au Chili, la loi d'amnistie, fin 1988, qui protège de toute poursuite les militaires auteurs de tortures et d'exécutions sommaires pendant la période de l'état de siège, entre 1973 et 1978. Mais l'amnistie peut, dans certains cas, être compatible avec la recherche de la vérité...

### La quête de la vérité

C'est un aspect essentiel de la justice transitionnelle. C'est une façon pour le pays de reconnaître ce qui s'est passé, de ne pas le nier ou tenter de le cacher. Les victimes et leurs familles ont le droit à la vérité et le droit de savoir ce qui est arrivé à leurs proches. Pour cela, des commissions de vérité peuvent être formées qui rendent publiques les archives et examinent les faits pour établir la vérité sur les crimes commis en violation des droits fondamentaux des victimes. Au sortir de la dictature, en 1983, l'Argentine a, par exemple, formé une telle Commission de Vérité, la Commission nationale sur la disparition des personnes, ou CONADEP, dont le but était de faire la lumière sur les personnes disparues après le coup d'État, entre 1976 et 1983.

### La mise en place de réparations

Pour aider à cette réconciliation entre les victimes et les responsables des crimes commis, on offre aux premières des réparations sous des formes très variées, qu'elles soient financières (sous la forme de sommes d'argent ou d'accès gratuit à des prestations sociales), psychologiques (sous la forme d'une assistance pour essayer de surmonter les traumatismes vécus), ou symboliques (comme des monuments, l'organisation de cérémonies, ou la présentation d'excuses aux familles par les représentants de l'État). C'est une façon d'honorer les morts et de respecter les victimes. Ces actions ne vont pas effacer ce qui s'est passé, mais vont aider les personnes affectées à se réintégrer dans la société.

### Des garde-fous pour l'avenir

Enfin, le pays doit essayer de faire en sorte que les événements ne se répètent plus. Des réformes administratives et institutionnelles sont adoptées, notamment au niveau de la police, de l'armée et des tribunaux, toutes les institutions impliquées dans la répression et la violation des droits humains. Ces réformes peuvent prendre la forme d'une épuration ou d'une lustration qui permet de se débarrasser des personnes les plus impliqués dans ces crimes et de rétablir la confiance entre les citoyens et l'État. L'enseignement joue aussi un rôle important pour que la jeunesse connaisse ce passé douloureux et intègre les valeurs fondatrices de la démocratie.

Des difficultés peuvent néanmoins se poser au niveau de l'implémentation de cette justice de transition. Il n'est pas toujours évident d'identifier les victimes ni les responsables de crimes. On pourrait presque dire que la majorité des citoyens d'un pays sous un régime autoritaire peuvent être considérés comme des « victimes ». Il n'est par contre pas possible de tous les aider et de les soutenir directement. La légitimité du système judiciaire peut être mis en question par le peuple, car il n'y a pas d'assurance que les décisions prises se passent sans biais. Ce n'est aussi pas toujours facile pour un pays de trouver des fonds pour les compensations financières si les victimes sont trop nombreuses, ou pour les procès ou encore pour les réformes institutionnelles. Enfin, il faut décider quelle est la période visée par cette justice transitionnelle. Est-ce depuis le début du régime autoritaire, plus tard ou même encore avant ? Tous ces aspects doivent être pris en considération, car ils peuvent fragiliser ou au contraire renforcer une jeune démocratie en formation et en quête de stabilité.

*Manifestation des Mères de la Place de Mai  
à Buenos Aires, le 28 octobre 1982*



## De la libération du peuple à la confrontation des peuples

Comme nous l'avons vu avec le cas de la Yougoslavie, face aux demandes de reconnaissance voire d'indépendance de certaines communautés nationales ou de groupes ethniques, le risque est grand que les États multinationaux ou multi-ethniques finissent par se désagréger. Après des années de répression politique et de mise en veilleuse des aspirations nationales des peuples opprimés, ces revendications, qui prennent une tournure parfois agressives, nationalistes, ressurgissent et sont susceptibles de déstabiliser des régions entières, voire de déboucher sur des conflits armés. Le spectre d'un nationalisme expansionniste et violent, à l'origine des deux guerres mondiales, est de retour et ne doit pas laisser la communauté internationale indifférente.

La première question est celle de savoir s'il existe des aspirations nationales plus légitimes que d'autres ? Prenons le cas des peuples baltes : entre 1919 et 1940, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie étaient des États indépendants reconnus sur le plan international. Mais avant cette période, ils étaient partie intégrante de l'Empire russe, et après ils ont pour l'essentiel fait partie de l'Union soviétique. Alors l'histoire est-elle un critère suffisant pour juger de la pertinence d'une revendication indépendantiste ? La volonté des peuples n'est-elle pas plus déterminante ? Et n'a-t-on pas vu cette volonté se matérialiser à travers la « voie balte », cette chaîne humaine qui, le 23 août 1989, a rassemblé deux millions de Lituaniens, Lettons et Estoniens sur près de 600 km, de Vilnius en Lituanie à Tallinn en Estonie, en passant par Riga en Lettonie ? Si dans un premier temps le Kremlin ne s'est pas opposé à un mouvement apparu deux ans plus tôt, les signes de nervosité sont désormais palpables de la part du pouvoir central qui craint surtout l'effet de contagion aux autres Républiques d'Union soviétique. Déjà dans le Caucase, Géorgiens, Arméniens et Azéris commencent à envisager à leur tour un processus d'indépendance. Où ces forces centrifuges vont-elles s'arrêter ? Est-il du devoir des Nations unies non seulement de respecter la souveraineté des États et l'intangibilité des frontières, mais aussi peut-être de décourager toute action qui pourrait encourager un tel processus ? Ou faut-il au contraire défendre le vieux principe wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Car la seconde question est celle de la reconnaissance de la souveraineté d'un peuple et de la sécession d'un territoire. On se souvient comment, au moment de l'indépendance du Congo en 1960, la Belgique avait soutenu la sécession du Katanga afin de continuer à avoir un accès privilégié aux ressources minières de cette région qui en était richement pourvu. La guerre qui s'en était suivi n'avait été que le prélude à d'autres conflits, pour le plus grand malheur des populations locales. Mais lorsque celles-ci se mobilisent, manifestent, signent des pétitions, en appel à la communauté internationale, à quelles conditions doit-on permettre à ces peuples de s'engager dans un processus pouvant mener à l'indépendance ? La voie démocratique semble être la plus légitime, avec l'organisation d'élections et de référendums afin de mesurer si l'option indépendantiste recueille l'assentiment d'une forte majorité de la population. Mais qu'en est-il si les partis indépendantistes ont recours à la violence ? Ou que, inversement, l'État central exerce une forte répression à l'encontre de ces mouvements, y compris lorsqu'ils sont pacifiques ? Faut-il prendre en considération la viabilité du futur État, en particulier sa taille ? Lorsqu'en Afrique du Sud, un parti à dominante zoulou, l'Inkhata, veut faire du Kwazulu, petit bantoustan enclavé, un État indépendant, ne remet-il pas en question le projet politique de Mandela d'une République sud-africaine arc-en-ciel qui rassemblerait tous les Sud-Africains ?

La question nationale est ainsi une autre boîte de Pandore qu'on peut hésiter à ouvrir, en URSS comme en Yougoslavie.



*Chaîne humaine dans les trois pays baltes (plus de 600 km de longueur et 2 millions de participants)*

## Conclusion : quel rôle de l'ONU ?

La question qui se pose à nous maintenant est de savoir quel rôle l'ONU, plus spécifiquement le Conseil de sécurité, joue dans ces transitions démocratiques des pays dans le monde. À quel point peut-on intervenir pour faciliter cette transition tout en assurant la paix et sécurité du pays, le respect des droits de l'homme, ainsi que le progrès et le développement économique et social ? Ces droits piliers, qui sont notamment liés et se renforcent mutuellement, représentent les valeurs et principes essentiels de l'ONU. Il va falloir élaborer des stratégies à long terme d'appui à la démocratie en impliquant des objectifs et un calendrier réalistes tenant compte de chaque contexte particulier. Avec la légitimité universelle de l'ONU, elle a le pouvoir de faire avancer le débat démocratique dans le pays, de sensibiliser aux valeurs et normes démocratiques et d'encourager et appuyer la prise en main nationale. De cette manière, l'ONU doit s'assurer que les révolutions ne dégénèrent pas en guerres civiles et promouvoir une transition pacifique.

### Chronologie de l'année 1989 dans le bloc de l'Est

#### JANVIER

**Les 15 et 16** En Tchécoslovaquie, des manifestations en hommage à Jan Palach, qui s'était immolé par le feu pour protester contre l'intervention soviétique en août 1968. sont brutalement réprimées. Vaclav Havel, cofondateur de la Charte 77, est arrêté.

**Le 19** En RDA, Erich Honecker, secrétaire général du SED, déclare : " *Dans cinquante ou cent ans, le Mur sera toujours là.* "

En Pologne, Wojciech Jaruzelski propose de légaliser Solidarnosc. Le 22, le syndicat accepte de négocier avec le gouvernement.

#### FÉVRIER

**Le 16** Le mouvement nationaliste lituanien se prononce pour l'autodétermination de la République.

#### MARS

**Du 8 au 10** En Hongrie, le Parlement adopte un projet de loi réformant la Constitution et prévoyant l'élection d'un président de la République au suffrage universel.

#### MAI

**Le 3** La Hongrie commence à démanteler le " *rideau de fer* " le long de sa frontière avec l'Autriche.

Le 25 M. Gorbatchev est élu à la présidence du Soviet suprême. Le 30, il s'engage à accroître le rôle du nouveau Parlement.

Le 31 Le président George H. Bush, en voyage en RFA, déclare à Mayence: " *La guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe.* "

#### JUIN

Le 7 Manifestations silencieuses à Leipzig et à Dresde (RDA) contre les élections truquées; elles se renouvellent le 7 de chaque mois. Dès l'automne, des marches en faveur des réformes ont lieu tous les lundis soir.

Le 16 En Hongrie, obsèques solennelles d'Imre Nagy: une foule considérable commémore la " *révolution* " de 1956.

Le 25 En Pologne, les élections législatives " *semi-démocratiques* " se soldent par la débâcle du Parti communiste et la victoire de Solidarnosc.

#### JUILLET

Le 7 Le sommet du pacte de Varsovie, à Bucarest, met officiellement fin à la " *doctrine Brejnev* " sur la souveraineté limitée des Etats socialistes.

Le 27 Le Soviet suprême accorde " *l'autonomie comptable* " à l'Estonie et à la Lituanie.

## **AOÛT**

Le 21 En Tchécoslovaquie, lors du XXI<sup>e</sup> anniversaire de l'intervention du pacte de Varsovie (après le printemps de Prague), la police disperse des milliers de manifestants. On dénombre 376 arrestations.

## **SEPTEMBRE**

Le 11 Ouverture de la frontière austro-hongroise aux Allemands de l'Est fuyant par la Hongrie.

Le 25 A Leipzig, 8 000 manifestants réclament plus de liberté. Il s'agit du plus grand défilé en RDA depuis le soulèvement de 1953.

Le 27 Malgré des avertissements de Belgrade, la Slovénie inscrit dans sa Constitution le "*droit à l'autodétermination*".

Le 28 Manifestations anti-slovènes en Serbie et au Monténégro.

## **OCTOBRE**

Le 1<sup>er</sup> Près de 8 000 Est-Allemands, venant de Prague et de Varsovie, arrivent en RFA à bord de "*trains de la liberté*".

Le 3 La RDA rétablit, à la demande de Prague, le visa de sortie pour les Allemands de l'Est se rendant en Tchécoslovaquie ; il est de nouveau supprimé le 3 novembre.

Les 6 et 7 Célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA. Mikhaïl Gorbatchev, est acclamé par la foule, qui conspuie les dirigeants est-allemands; il critique l'absence de réformes par une phrase devenue célèbre : "*Celui qui vient trop tard sera puni par la vie.*" Le chef du Parti communiste polonais se penche vers lui: "*C'est la fin!*" "*Oui*", répond Gorbatchev.

Le 9 Manifestation monstre à Leipzig, derrière une banderole "*Nous sommes le peuple*".

Le 18 Erich Honecker démissionne, Egon Krenz le remplace.

Le 23 La République de Hongrie est proclamée le jour du 33<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection de 1956. Pour la première fois, un pays du bloc de l'Est supprime les termes "*populaire*" et "*socialiste*" de sa Constitution.

## **NOVEMBRE**

Le 4 Un million de personnes manifestent à Berlin-Est. C'est le plus grand rassemblement de protestation jamais tenu en RDA.

Du 4 au 9 45 000 Allemands de l'Est passent à l'Ouest par la Tchécoslovaquie.

Le 9 Ouverture du mur de Berlin.

Le 10 En Bulgarie, Todor Jivkov est limogé du Comité central et quitte son poste de chef d'Etat. Le ministre des affaires étrangères, Petar Mladenov, lui succède à la tête du Parti.

Le 17 A Prague, les forces de l'ordre répriment violemment une manifestation d'étudiants. Le lendemain, 200 000 Praguais sont dans la rue.

Le 28 Le chancelier de RFA Helmut Kohl présente un plan en dix points pour "*le dépassement de la division de l'Allemagne et de l'Europe*".

## **DÉCEMBRE**

Les 2 et 3 Un premier sommet "*informel*" réunit les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev à Malte, à bord du paquebot Maxime-Gorki.

Ils annoncent l'ouverture d'une ère nouvelle dans les relations internationales et l'accélération des négociations sur le désarmement.

Le 10 Gustav Husak démissionne de ses fonctions de chef de l'Etat tchécoslovaque.

En Bulgarie, près de 100 000 personnes manifestent à Sofia pour réclamer la poursuite des réformes.

Le 16 En Roumanie, les forces de l'ordre répriment dans le sang une manifestation de milliers de personnes réunies à Timisoara contre la déportation du pasteur Laszlo Tökés.

Le 22 Les communistes lituaniens se déclarent indépendants du Parti communiste soviétique.

Le 25 En Roumanie, Nicolae Ceausescu et son épouse Elena sont condamnés à mort et immédiatement exécutés.

Le 29 Vaclav Havel est élu président de la République tchécoslovaque.

# Sources

## Introduction

[https://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/2/073dc145-b774-4901-8920-5f95cb8e0192/publishable\\_fr.pdf](https://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/2/073dc145-b774-4901-8920-5f95cb8e0192/publishable_fr.pdf)

[https://www.lemonde.fr/international/video/2019/06/03/tiananmen-1989-quelles-sont-les-origines-du-massacre\\_5470942\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/video/2019/06/03/tiananmen-1989-quelles-sont-les-origines-du-massacre_5470942_3210.html) (Tiananmen : aux origines du massacre – *Le Monde*)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Manifestations\\_du\\_lundi](https://fr.wikipedia.org/wiki/Manifestations_du_lundi)

## Études de cas

- **Roumanie**

[https://www.rtf.be/info/monde/detail\\_roumanie-1989-la-revolution-confisqueee?id=10386472](https://www.rtf.be/info/monde/detail_roumanie-1989-la-revolution-confisqueee?id=10386472)

[https://www.liberation.fr/planete/2009/12/22/la-revolution-roumaine-a-vingt-ans\\_600739](https://www.liberation.fr/planete/2009/12/22/la-revolution-roumaine-a-vingt-ans_600739)

<https://www.diploweb.com/Transition-a-la-roumaine-de-1989-a.html>

<https://journals.openedition.org/espacepolitique/837?file=1>

- **Chili**

[https://www.liberation.fr/planete/1998/11/14/pinochet-seize-ans-de-dictature\\_250885](https://www.liberation.fr/planete/1998/11/14/pinochet-seize-ans-de-dictature_250885)

<https://www.erudit.org/fr/revues/ps/2005-v24-n2-3-ps1097/012691ar/>

- **Zaïre (actuel RDC)**

<https://www.refworld.org/docid/3ae6a7fec.html>

- **Yougoslavie**

<http://www.axl.cefanel.ulaval.ca/europe/serbie-montenegro-2Hist.htm> (Histoire de la Yougoslavie)

<https://www.histoire-pour-tous.fr/dossiers/3859-guerre-en-ex-yougoslavie-aux-origines-du-conflit.html>

[http://www.albanianhistory.net/1937\\_Cubrilovic/fr/index.html](http://www.albanianhistory.net/1937_Cubrilovic/fr/index.html) (Article de V. Čubrilović sur l'expulsion des Albanais)

[https://www.academia.edu/17437204/The\\_SANU\\_Memorandum\\_Intellectual\\_Authority\\_and\\_the\\_Constitution\\_of\\_an\\_Exclusive\\_Serbian\\_People](https://www.academia.edu/17437204/The_SANU_Memorandum_Intellectual_Authority_and_the_Constitution_of_an_Exclusive_Serbian_People) (le Mémoire SANU en anglais)

## Transition vers la démocratie et l'économie de marché

<https://books.openedition.org/iheid/2476> (plusieurs articles sur le thème *Du socialisme à l'économie de marché*)

<https://www.lesechos.fr/1995/10/le-double-choc-de-la-transition-et-de-la-rigueur-869643>

<https://journals.openedition.org/ilcea/907?lang=en#bodyftn8> (le cas du Chili)

## Justice transitionnelle

<https://www.justiceinfo.net/fr/divers/30472-infographie-la-justice-transitionnelle-expliquee-et-imagee.html>

<https://www.ictj.org/about> (International Centre for Transitional Justice)

[https://www.youtube.com/watch?v=i094QTa\\_r7w](https://www.youtube.com/watch?v=i094QTa_r7w) (Discours par Mme Kora Andrieu du commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui explique la justice transitionnelle)

<https://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawTruthCommissionsfr.pdf> (sur les commissions de vérité)

## Revendications nationales

[https://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/2/073dc145-b774-4901-8920-5f95cb8e0192/publishable\\_fr.pdf](https://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/2/073dc145-b774-4901-8920-5f95cb8e0192/publishable_fr.pdf) (revendications nationales en Europe)

[https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1989\\_num\\_54\\_4\\_3886](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1989_num_54_4_3886) (sur la fin du communisme et le réveil de la question nationale, un papier historique, publié fin 1989, d'un des diplomates américains les plus importants de la fin du XX<sup>e</sup> s.)